

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 26 SEPTEMBRE 2024

SÉANCE ORDINAIRE

L'an deux mil vingt-quatre le vingt-six septembre à 20h00 les membres composant le Conseil Municipal se sont réunis à la Salle du Parc, en session ordinaire et à huis clos en raison de la pandémie, sur la convocation de Madame le Maire en date du 20 septembre, sous la présidence de Madame Geneviève THIL, Maire.

Présents : Mmes & Ms IÇAME Christine, THIL Jean-Marc, PHILIPPE René, STEINMETZ Béatrice, GRIMMER Bernard, STUCKEMANN Cédric, FRELIGER Henri, HARSLEM Gérard.

Absents excusés : CONDERAZE Nathalie (procuration IÇAME Christine)
SOUCHON Dominique

I) Projet SFR Zone blanche – proposition technique et financière

Madame le Maire présente au conseil municipal la nouvelle proposition de la Société SFR pour l'implantation d'une antenne relais de radiotéléphonie.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du nouveau projet estime ne pas pouvoir se prononcer et souhaite un nouveau complément d'information concernant la préservation de la forêt et le devenir de l'installation en cas de désengagement de la Société SFR.

II) Règlement municipal du cimetière communal

Vu la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2213-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépultures,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R 2223-13 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières et des opérations funéraires,

Vu le code pénal, notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5 relatif au non-respect d'un règlement,

Vu le code civil, notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de l'état civil,

Vu la délibération du 26 juin 2024 instituant les concessions funéraires

Vu la délibération du 26 juin 2024 mettant en place la procédure de régularisation des sépultures sans concession relevant du régime du terrain commun

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et la décence dans les cimetières,

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver le règlement ci-annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le règlement annexé à la présente délibération.

REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES

Le Maire de la commune de LAUDREFANG

- Vu la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2213-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépultures,
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles R 2223-13 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières et des opérations funéraires,
- Vu le code pénal, notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5 relatif au non-respect d'un règlement,
- Vu le code civil, notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de l'état civil,
- Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et la décence dans les cimetières,

ARRETE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

Les plans et les registres concernant le cimetière et les sépultures sont déposés et conservés à la Mairie pour y être consultés. La Commune ne possède ni conservateur, ni fossoyeur, ni gardien. Le Maire ou son délégué assiste aux exhumations, il enregistre l'entrée, la sortie des corps et d'une façon générale, renseigne les familles. Il est chargé de la police du cimetière et plus spécialement :

- de la surveillance des travaux, de l'entretien de la clôture, des espaces inter-tombes, allées, parterres et entourages.

1°) accès

Le cimetière est ouvert en permanence. Cependant, les portes doivent être impérativement fermées après chaque usage, afin d'éviter toute divagation d'animaux dans l'enceinte du cimetière. Les animaux, même tenus en laisse, n'y sont pas admis. Tout individu qui ne s'y comporterait pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des défunts sera expulsé et s'expose aux poursuites de droit.

2°) liberté des funérailles

Nul ne peut, soit pour autrui, soit pour son propre compte, faire une offre de service, ni se livrer à une publicité quelconque, ni placer pancartes, écriteaux ou autres signes d'annonces à l'intérieur du cimetière.

3°) Vols et dégradations

La commune ne pourra en aucun cas être tenue responsable ni des vols qui seraient commis au préjudice des familles, ni des dégradations aux sépultures autres que celles survenues par l'activité des employés municipaux.

Les familles sont responsables des dégâts que pourraient occasionner leurs monuments.

Si la commune juge qu'un monument menace ruine et compromet de ce fait la sécurité publique, elle en avisera le concessionnaire ou ses ayants droits et invitera ceux-ci à prendre toutes les dispositions utiles, dans les plus brefs délais.

Si un monument ou pierre tombale vient à causer des dégâts aux concessionnaires voisins, un procès-verbal de constat sera établi par la Mairie.

ARTICLE 2 : DROIT A INHUMATION

- 1°) Aux personnes décédées sur le territoire de la commune de Laudrefang, quel que soit leur domicile ;
- 2°) Aux personnes domiciliées sur son territoire, alors même qu'elles seraient décédées dans une autre commune ;
- 3°) Aux personnes non domiciliées dans la commune mais qui ont droit à une sépulture de famille ;
- 4°) Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

ARTICLE 3 : INHUMATION

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu sans que ne soit produit un acte de décès qui mentionnera le nom de la personne décédée, l'heure et le jour du décès, ainsi qu'une autorisation du Maire précisant le jour et l'heure à laquelle devra avoir lieu son inhumation (Article R.645-6 du code pénal). Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en cas d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée dans les 24 heures qui suivent le décès. Une autorisation est également délivrée par le Maire en cas de dépôt d'une urne dans une sépulture ou son scellement sur un monument funéraire sous réserve de l'accord exprès de tous les bénéficiaires de la concession. Les inhumations sont faites par une entreprise funéraire, dûment habilitée et choisie par la famille, soit dans des sépultures en terrain commun non concédé, soit dans des sépultures particulières concédées.

1°) Terrain commun

Les inhumations en terrain commun se font dans les emplacements et selon les alignements désignés par l'autorité municipale. Le terrain commun est une fosse individuelle mise gratuitement à la disposition des familles pour une durée maximum de dix ans. Aucune fondation ne peut y être effectuée. Il ne peut y être déposé que des signes funéraires et/ou pierres tombales dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par la commune. A l'expiration de ce délai, le Maire peut ordonner par arrêté, porté à la connaissance du public par voie d'affichage, la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

2°) Terrain concédé

Les inhumations en terrain concédé peuvent avoir lieu en pleine terre ou en caveau. Si un caveau a été construit, il peut y être procédé en principe autant d'inhumations qu'il y a de cases dans le caveau, à moins de procéder à des réductions de corps dans les conditions prévues à l'article 6 alinéa 2 du présent règlement. Quand les inhumations ont lieu en pleine terre, chaque inhumation peut être effectuée par superposition, à moins que le corps précédemment inhumé soit suffisamment consumé et qu'un délai de dix ans soit écoulé. Une profondeur minimum de 1.50 m devra être respectée pour la dernière inhumation. Dans tous les cas, les déclarants justifient de leur qualité et du droit du défunt à être inhumé dans la concession.

3°) Ossuaire

Un emplacement appelé ossuaire est affecté, à perpétuité, à l'inhumation des restes post-mortem recueillis dans les terrains concédés ou non, repris après le délai légal. Les noms des personnes dont les restes y ont été déposés sont consignés dans un registre tenu en mairie où il peut être consulté.

ARTICLE 4 : LES CONCESSIONS

1°) **Durée des concessions** : 15 ans, 30 ans ou 50 ans

2°) **Types de concessions**

Selon les personnes dont l'inhumation est prévue. La concession peut être consentie pour la sépulture du seul titulaire (concession individuelle) ou pour les personnes désignées nommément dans l'acte, y compris le titulaire (concession collective). Quand elle est consentie pour la sépulture du titulaire et des membres de sa famille, elle est dite familiale.

Pour le nouveau cimetière :

- ✓ Concession simple : 2,30 m x 1,00 m
- ✓ Concession double : 2,30 m x 2,00 m
- ✓ Concession carré musulman : 2,30 m x 1,00 m
- ✓ Caverne : 1 m x 1 m

Les tombes devront respecter l'alignement et chaque tombe devra être espacée de 0,35 m.

Entre chaque tombe la commune se chargera de la pose d'une rangée de dalles.

3°) **Tarifs** :

Les tarifs appliqués sont au mètre carré pour une tombe simple 2,30 m² pour une tombe double

4,6 m², pour une tombe dans le carré musulman 2,30 m² et pour le caverne 1 m²

- **20 € le m² pour 15ans**
- **30 € le m² pour 30 ans**
- **50 € le m² pour 50 ans.**

Pour l'ancien cimetière, les tombes n'ayant pas toutes la taille réglementaire, la mairie se chargera de mesurer et appliquera le tarif au m² indiqué ci-dessus.

4°) **Séparation des terrains concédés**

Les emplacements sont séparés les uns des autres par un passage minimum dans tous les sens (espace inter tombe). Ces passages appartiennent au domaine public communal. La pose d'une semelle par un concessionnaire sur cet espace peut y être expressément autorisée. Dans ce cas, le matériau utilisé ne devra pas être glissant afin de préserver la sécurité du site.

Les plantations : La plantation des arbres ou des arbustes est interdite sur les tombes.

5°) **Attribution des concessions**

L'emplacement est désigné par le Maire, en fonction des disponibilités sur le terrain et de l'aménagement du site, par voie d'arrêté. Seules les personnes ayant droit à l'inhumation désignées à l'article 2 du présent règlement peuvent prétendre à une concession. Si l'étendue du cimetière n'est pas suffisante, les demandes de concession qui ne seraient pas justifiées par une nécessité d'inhumation immédiate pourront être consignées sur une liste d'attente. L'octroi de la concession est subordonné au règlement préalable du tarif en vigueur, fixé par délibération du conseil municipal et des droits correspondants. Tout titulaire est tenu de délimiter le terrain qui lui a été concédé dans un délai de 2 mois. En cas de non-respect et

passé ce délai, l'emplacement pourra être attribué à un autre concessionnaire. L'ancien titulaire gardera alors son droit de concession, mais pour un autre emplacement.

6°) Entretien des sépultures

Le titulaire ou ses ayants droit s'engage à maintenir l'emplacement qui lui a été attribué en bon état d'entretien, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité afin que cela ne nuise pas à la décence du cimetière ni à la sécurité des personnes et des biens.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

1°) Nul ne peut procéder à aucune construction ou restaurer les ouvrages existants sans en avoir averti préalablement la commune. La déclaration de travaux présentée par écrit devra comporter les pièces suivantes :

- ✓ le numéro de l'emplacement
- ✓ le nom du ou des demandeurs et leur qualité par rapport au concessionnaire
- ✓ les informations sur l'entreprise qui exécutera les travaux
- ✓ la nature des travaux et, si besoin, un dossier technique de l'ouvrage à réaliser
- ✓ la date de début d'intervention et la date prévisionnelle d'achèvement des travaux.

2°) les monuments, caveaux, tombeaux, signes funéraires, clôtures et plantations installés sur une concession, ne devront ni dépasser les dimensions de la surface concédée, ni empiéter sur les espaces inter tombes et allées.

3°) les travaux seront exécutés de manière à ne point nuire aux sépultures avoisinantes, ni à compromettre la sécurité publique, ni à entraver la libre circulation des allées, sous la surveillance de l'autorité communale.

4°) A l'achèvement des travaux, le constructeur est tenu de nettoyer parfaitement la zone sur laquelle il est intervenu.

5°) Dommages/Responsabilités Il sera dressé un procès-verbal de toute dégradation survenue aux sépultures avoisinantes. Une copie de ce procès-verbal sera remise au concessionnaire intéressé afin qu'il puisse, s'il le juge utile, se retourner contre les auteurs du dommage. Il en sera de même si un monument vient à s'écrouler sur les sépultures voisines et pour toute modification d'aspect des communs (ornières, reste de terre et gravats...) pour être statué ce que de droit, par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 : EXHUMATION

1°) Procédure

La demande d'exhumation doit être adressée au Maire par le plus proche parent du défunt, avec l'accord du concessionnaire le cas échéant, qui devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande. L'exhumation est autorisée par le Maire. L'opération est réalisée par une entreprise funéraire au choix de la famille habilitée en conséquence. Aucune exhumation ne peut avoir lieu moins d'un an à compter du décès lorsque celui-ci est consécutif à une des maladies contagieuses prévues par l'arrêté du 20 juillet 1998. Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans depuis la date du décès. Les exhumations seront effectuées avant 9 heures du matin, en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister : parents ou mandataires de la famille et un représentant de la commune. Si le parent ou mandataire n'est pas présent, l'opération ne peut avoir lieu.

2°) Réunion ou réduction de corps

Le concessionnaire ou ses ayants droit peut procéder dans une même case de caveau à une réunion de corps de la personne anciennement inhumée et de la personne nouvellement décédée, sous réserve que le corps précédemment inhumé le soit depuis cinq ans au moins et qu'il soit suffisamment consumé. Dans ces conditions, les restes du défunt sont réunis dans un reliquaire qui est déposé à côté du cercueil nouvellement inhumé. L'opération ne sera autorisée que sous réserve du respect, par le pétitionnaire, des règles afférentes aux exhumations citées ci-dessus.

ARTICLE 7 : PROCEDURE DE RENOUVELLEMENT ET DE CONVERSION

1°) Renouvellement des concessions à durée déterminée

Il appartient aux concessionnaires ou à ses ayants droit de veiller à l'échéance de leur contrat de concession et d'en demander, s'ils le désirent, la reconduction dans l'année précédant son terme ou dans les deux années suivantes. Le prix acquitté est celui du tarif en vigueur au moment du renouvellement. Cependant, le renouvellement devient obligatoire dans les cinq ans avant son terme, si une demande d'inhumation dans la concession est déposée pendant cette période ; dans ce cas, le concessionnaire règlera le prix de la concession renouvelée au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente période. Même si la commune n'est pas tenue de le faire, trois mois, minimum, avant l'échéance de la concession, elle avisera, par tout moyen à sa convenance, les concessionnaires ou ayants droit, de l'expiration de leurs droits et les mettra en demeure de faire enlever les pierres sépulcrales ou autre objet placé sur la sépulture.

ARTICLE 8 : REPRISE PAR LA COMMUNE DES TERRAINS CONCEDES

1°) Rétrocession

La commune peut accepter (mais sans jamais être tenue d'accepter) la proposition de rétrocession à titre gratuit ou onéreux de terrains concédés non occupés après décision du Conseil Municipal. Si la rétrocession est faite à titre onéreux, le remboursement par la commune porte sur la part qui lui est revenue lors de la vente de la concession, la part éventuellement attribuée au Centre Communal d'Action Sociale restant définitivement acquise à ce dernier. Pour les concessions délivrées pour un temps déterminé, la rétrocession donne lieu à un remboursement prorata temporis. Si un caveau ou un monument a été construit, celui-ci revient à la commune.

2°) Reprise des concessions non renouvelées

A défaut de renouvellement des concessions dans les deux années révolues après leur terme, la commune peut reprendre possession des terrains dans l'état où ils se trouvent. Les restes mortels que les sépultures contiendraient et qui n'auraient pas été réclamés par les familles, seront recueillis et déposés à l'ossuaire, avec soin et décence. Tout objet funéraire (croix, stèle, pierre tombale, caveaux) placé sur ces sépultures et qui n'auraient pas été récupérés par les familles, font retour à la commune.

3°) Reprise des concessions en état d'abandon

Si une concession est réputée en état d'abandon, la procédure prévue par le code général des collectivités territoriales peut être engagée après l'expiration d'un délai de 30 ans à compter de la date de l'acte de concession et 10 ans après la dernière inhumation effectuée dans le terrain concédé. A l'issue de cette procédure et une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris pourront faire l'objet d'un nouvel acte de concession.

ARTICLE 9 : EXECUTION/SANCTIONS

Ces mesures sont applicables immédiatement, les arrêtés et règlements antérieurs ayant même objet, sont et demeurent abrogés. Les contraventions au présent règlement feront l'objet d'un procès-verbal et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter contre eux à raison des dommages qui leur auraient été causés.

REGLEMENT DU SITE CINERAIRE

Le Maire de la commune de LAUDREFANG

ARRETE

ARTICLE 1 : LE JARDIN DU SOUVENIR

Un emplacement appelé « jardin du souvenir » est spécialement affecté à la dispersion des cendres à l'intention des personnes qui en ont manifesté la volonté (et les cendres provenant de la crémation, à la demande des familles, des restes présents dans les concessions). Il est entretenu et décoré par les soins de la commune. Sa mise à disposition se fait à titre gracieux. Toute dispersion doit faire l'objet d'une demande préalable à la commune afin de fixer un jour et une heure pour l'opération. Les cendres y sont dispersées en présence de la famille sous la surveillance d'un représentant de la commune. Les noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les cendres ont été dispersées sont consignés dans un registre tenu en Mairie. Pour les familles qui le désirent, un monument commémoratif installé par la commune permet l'inscription de l'identité de leur défunt dont les cendres ont été dispersées selon les modalités fixées par le Conseil Municipal. Un espace installé par la commune est réservé au dépôt de fleurs et plantes.

ARTICLE 2 : LE COLUMBARIUM ET LES CAVEAUX CINERAIRES

1°) Définition

Le columbarium qui comporte 12 cases est un équipement réalisé par la commune dont l'entretien reste à sa charge, permettant aux familles qui le désirent, de déposer les urnes de leur défunt.

Les caveaux cinéraire ou caverne sont soumis aux mêmes règles que les autres concessions.

2°) Type de concession

- ✓ Columbarium : 1 case 4 places.
- ✓ Caverne (4 places) : 1,00 m x 1,00 m

3°) Tarifs

Les tarifs pour les cavernes sont au mètre carré = 1m²

- **20 € le m² pour 15ans**
- **30 € le m² pour 30 ans**
- **50 € le m² pour 50 ans.**

Les tarifs du columbarium sont : 15 ans = 400 € / 30 ans = 700 €

4°) Attribution d'un emplacement Une demande doit être présentée à la commune. Chaque emplacement est concédé pour une durée et moyennant le versement d'un prix conformément à la délibération du Conseil Municipal. L'arrêté d'attribution prévoit le nombre d'urnes susceptibles d'y être déposées.

Le columbarium est réservé aux personnes :

- Domiciliées à LAUDREFANG alors même qu'elles seraient décédées dans une autre Commune,
- Non-domiciliées dans la Commune, mais ayant droit à l'inhumation dans une concession familiale enregistrée,
- Tributaires d'un impôt local
- Décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile.

Chaque case pouvant recevoir les urnes, a comme dimensions : largeur : 40 cm ; profondeur : 20 cm ; hauteur : 35 cm

Les cases seront concédées au moment du décès. Elles seront concédées pour une période de 15 ou de 30 ans renouvelable. Le tarif des concessions sera fixé par le Conseil Municipal et sera révisable.

5°) Dépôt d'une urne Le dépôt d'urne dans l'emplacement devra être préalablement autorisé par le Maire sur demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles. Le dépôt d'urne et le scellement de la plaque refermant le caveau ou la case seront effectués par l'entreprise funéraire choisie par la famille, sous la surveillance du représentant de la commune.

6°) **A l'expiration** de la période de concession, celle-ci pourra être renouvelée, par le concessionnaire ou ses ayants-droits, suivant le tarif en vigueur.

7°) **En cas de non-renouvellement** suivant la date d'expiration, la case sera reprise par la Commune dans les mêmes conditions que pour les concessions de terrain. Les cendres seront alors dispersées dans un jardin du souvenir dans un délai d'un an.

Les urnes seront tenues à la disposition de la famille, ensuite seront détruites à l'issue d'un délai d'un an. Il en sera de même pour les plaques.

8°) **Les urnes ne pourront** être déplacées du Columbarium avant l'expiration de la concession sans l'autorisation spéciale de la Mairie. Cette autorisation sera demandée obligatoirement par écrit soit :

- pour une dispersion au Jardin du Souvenir
- pour un transfert dans une autre concession

La Commune de LAUDREFANG reprendra de plein droit et sans indemnité compensatoire la case devenue libre à la date d'expiration de la concession ou avant cette date en cas d'abandon, par écrit de la part de la famille ou des ayants-droits.

9°) **L'identification** des personnes inhumées au Columbarium se fera par apposition d'une plaque fournie par la commune. Elle ne comportera que les Noms et Prénoms du défunt, nom de jeune fille éventuellement, ainsi que les années de naissance et de décès.

10°) **les opérations nécessaires à l'utilisation du Columbarium** (ouverture et fermeture des cases, scellement et fixation des couvercles, fixation des plaques) se feront par un professionnel agréé à la charge du concessionnaire sous contrôle communal.

11°) **Toutes décorations** telles que photographies, fleurs artificielles, vases, dépôt de plaques, souvenir, sont autorisées sur l'avancée devant la case à condition qu'elles ne dépassent pas les dimensions de celle-ci. Tous ornements et attributs funéraires sont prohibés au pied et à proximité du Columbarium, à l'exception du jour du dépôt du cendrier cinéraire et de la Toussaint.

III) Indemnités Maire et Adjoints

a) Indemnités de fonctions du Maire

Madame le Maire expose que les maires bénéficient à titre automatique, sans délibération, d'indemnités de fonction fixées selon le barème énoncé à l'article L 2123-23 du CGCT.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2123-20 et suivants

Vu la délibération du 4 juin 2020 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de se prononcer en cas de révision des indemnités de fonctions initialement fixées à un montant inférieur au taux maximal, étant entendu que des crédits nécessaires sont inscrits au budget municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, en l'absence du Maire, accepte à l'unanimité et avec effet au 1er octobre 2024 de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire à 25,5% de l'indice brut terminal de la fonction publique.

b) Indemnités de fonctions des Adjoints

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants,

Vu les arrêtés municipaux du 29 mai 2020 portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire.

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer dans les conditions posées par la loi, les indemnités de fonctions versées aux adjoints au Maire, étant entendu que des crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, en l'absence des Adjoints, décide à l'unanimité de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints au Maire à 9,9 % de l'indice brut terminal de la fonction publique avec effet au 1er octobre 2024.

IV) Renouvellement du contrat d'assurance statutaire

Le Maire expose :

que le Centre de Gestion a communiqué à la Commune les résultats la concernant.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 (alinéa 5, non abrogé) ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour application de l'article 26 susvisé, les Centres de Gestion peuvent souscrire des contrats d'assurance pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion en date du 29 novembre 2023, décidant de fixer, au titre de la mise en place de cette mission supplémentaire à caractère facultatif, le taux correspondant à la prestation rendue par le Centre de Gestion.

Décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'accepter la proposition suivante :

Assureur : **GENERALI VIE**

Courtier : **WTW**

Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2025).

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Agents affiliés à la CNRACL

Risques garantis :

1. Décès
2. Congé pour invalidité temporaire imputable au service
3. Longue maladie, maladie longue durée
4. Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
5. Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
6. Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire
7. Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

Conditions : (garanties/franchises/taux) - Cocher l'option retenue

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX	CHOIX
Tous les risques, avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.91 %	X
Tous les risques, avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.60 %	
Tous les risques, avec une franchise de 20 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.36 %	
Tous les risques, avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire	6.02 %	
Tous les risques, avec une franchise de 30 jours sur l'ensemble des arrêts (sauf maternité sans franchise)	5.54 %	

Agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC et agents contractuels de droit public affiliés à l'IRCANTEC

8. Congé pour invalidité imputable au service
9. Grave maladie
10. Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
11. Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
12. Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

Conditions : (garanties/franchises/taux) - Cocher l'option, si retenue

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX	CHOIX
Tous les risques, avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,45 %	X
Tous les risques, avec une franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,17 %	

Au(x) taux de l'assureur s'ajoute la contribution financière de **0,14 %** pour la prestation d'administration du contrat par le Centre de Gestion. Ce taux s'applique annuellement à la masse salariale assurée par la collectivité.

Article 2 : Le conseil DECIDE d'autoriser le Maire (*ou Président*) ou son représentant à signer le contrat d'assurance, les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Article 3 : Le conseil DECIDE d'autoriser le Maire (*ou Président*) ou son représentant à signer la convention d'adhésion du Centre de Gestion et les actes s'y rapportant,

Article 4 : Le conseil CHARGE le Maire (*ou Président*) à résilier, si besoin, le contrat d'assurance statutaire en cours.

Article 5 : Le conseil PREVOIT les crédits nécessaires au budget pour le paiement des primes et de la contribution relative à la mission supplémentaire à caractère facultatif du Centre de Gestion.

V) Questions diverses

1) Adhésion ASPECT

A la demande des agents communaux, Madame le Maire, propose au Conseil Municipal que la commune adhère à l'A.S.P.E.C.T. Cette adhésion permettra aux agents de bénéficier :

- D'un tarif réduit sur la billetterie (cinéma, spectacles, piscine, parcs d'attractions ...)
- Obtention de tickets repas.

Condition d'adhésion :

- Une contribution générale de 1,7% calculée notamment sur le montant annuel des comptes 641 « rémunération du personnel »
- Une contribution de la commune au tickets repas (50%) qui s'effectuera sur la base forfaitaire du nombre de carnets maximum par agent (au prorata du temps travaillé).
- Le nombre maximum de carnets de 10 tickets pour un agent à temps plein étant de 11.

En ce qui concerne l'adhésion de l'agent, celle-ci s'élève à 2% de son salaire brut mensuel pur un non titulaire et de 2% du traitement indiciaire pour un titulaire (cotisation annuelle).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Approuve** l'adhésion à l'A.S.P.E.C.T. de la commune
- Autorise** Madame le Maire à entamer les démarches nécessaires et à signer tous les documents relatifs à cette adhésion.

2) Questions diverses

Vente du foyer paroissiale, la commune attend la réponse de l'évêché pour une éventuelle cession, à la commune, à l'euro symbolique ou à un prix inférieur aux estimations réalisées/

L'éclairage public sera coupé de 23h00 à 5h00 à partir du 1^{er} octobre.